



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 14 février 2025

Projet de budget européen : quelle véritable ambition pour l'agriculture ?

Les premières orientations sur le futur budget européen post 2027, publiées par la Commission européenne, suscitent de fortes inquiétudes quant à l'impact sur le budget de la PAC, et surtout de gros doutes quant à la véritable ambition de la Commission en matière de production agricole. La Commission européenne souligne bien la nécessité d'investissements massifs en agriculture pour relever les défis des « *transitions numérique, écologique et énergétique* ». Toutefois, elle omet de prévoir une évaluation des besoins financiers pour maintenir le potentiel de production, investir dans la modernisation et l'adaptation des exploitations, financer la gestion des risques et surtout pour assurer le renouvellement des générations en agriculture. La FNSEA demande un chiffrage précis du besoin de financement pour atteindre ces objectifs. A défaut, une nouvelle fois, le recul de la production sera inéluctable.

Aujourd'hui déjà, le budget actuel de la PAC n'est pas à la hauteur des besoins financiers nécessaires pour maintenir une agriculture compétitive et un niveau de revenu suffisant aux agriculteurs. Le Cadre Financier Pluriannuel (CFP) actuel ne permet pas de s'adapter au rythme de l'inflation : concrètement, c'est une perte de valeur pour la PAC, et pour les agriculteurs européens, de 85 milliards d'euros pour la programmation 2021-2027. La FNSEA demande que soit affirmé clairement une prise en compte de l'inflation dans le budget de la PAC : c'est une adaptation absolument indispensable.

Sous prétexte de simplification, de flexibilité et de performance, la Commission européenne lance en réalité l'idée d'une réforme de fond du Budget européen. La Commission envisage de fusionner les fonds de certains programmes, en favorisant une mise en œuvre via des plans nationaux. Le risque est bien de fragmenter le marché unique et de créer une agriculture à plusieurs vitesses en Europe, en fonction des choix des Etats membres. La FNSEA affiche son opposition totale à cette approche extrêmement dangereuse, qui risque fort de détricoter la PAC et de renationaliser cette politique européenne. La PAC est une politique commune et doit le rester.

Au-delà des objectifs techniques affichés par la Commission européenne, l'agriculture doit être repositionnée au centre des politiques européennes. C'est une ambition qui nécessite un budget dédié à la PAC et qui doit s'accompagner de financements supplémentaires. L'inverse de ce que propose la Commission européenne. Les agriculteurs méritent plus et mieux d'Europe.

Contacts Presse :

Antoine Giacomazzo / 07 78 11 69 86 / antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr